

Racisme 5 Écologie 9 International 13

Droits fondamentaux
niés aux personnes
racisées?

Stop au pillage!

Business en treillis
et en cravate
au Rwanda

Le « Prisonnier
de Jérusalem »
en Suisse

Édito

Un premier
pas vers
des retraites
solidaires

SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES VICTIMES DES GUERRES DANS LE MONDE ENTIER

التضامن مع
النساء من ضحايا الحروب
في جميع أنحاء العالم

СОЛІДАРНІСТЬ З ЖІНКАМИ ЖЕРТВАМИ ВОЄН У ВСЬОМУ СВІТІ

Ces dernières années, la droite réussit à empêcher le renforcement de l'AVS – avec l'échec de l'initiative AVS plus en 2016 – et même à réduire sa couverture, en augmentant l'âge de départ à la retraite des femmes – avec la réforme AVS 21 en 2022.

Mais cette offensive funeste contre l'assurance sociale ayant pour mandat d'assurer un niveau de vie digne aux retraitées a pris fin ce 3 mars 2024, avec la victoire de l'initiative pour une 13^e rente.

Le camp bourgeois n'a pas manqué d'audace durant la campagne, en prétendant que la solution à la pauvreté des seniors devait passer par les prestations complémentaires, alors qu'il a lui-même rendu ce système extrêmement difficile d'accès. Son autre argument phare était la dénonciation d'une prétendue « politique arrosoir », arguant que la 13^e rente bénéficierait aux plus aisées.

Gagner et avoir donné tort à cet argument est d'autant plus réjouissant qu'il véhiculait des idées fausses sur les conséquences d'un service public ou d'une assurance redistributive, que subiraient la classe moyenne, alors que seuls les plus riches ne bénéficieraient pas de tels mécanismes.

Le 3 mars 2024, la gauche a démontré sa capacité à imposer une dynamique allant vers un renforcement de l'AVS. ➔

Féminisme

3

LE FÉMINISME SERA DÉCOLONIAL ET ANTI-IMPÉRIALISTE OU NE SERA PAS

Pourtant, celui-ci représente moins une amélioration réelle qu'un frein à la détérioration des rentes de nos retraité·es. Cette 13^e rente ne permet que de conserver le niveau de vie de ses bénéficiaires face à l'inflation. Il est donc primordial de ne rien céder et de continuer à nous battre pour un système véritablement et pleinement redistributif.

Cette 13^e rente ne modifie pas le fonctionnement dit « par piliers » de notre système de retraite, qui ressemble plutôt à une pyramide, en bas de laquelle reste la majorité des retraité·es, tandis qu'une minorité se trouve à son sommet et bénéficie de rentes gigantesques versées par le 2^e et le 3^e pilier.

Ce fonctionnement est antisocial. Il défavorise les petits salaires et les temps partiels, soit, dans les faits, les femmes. La LPP et le 3^e pilier reposent sur la capitalisation individuelle générant des sommes qui sont investies dans des industries ayant des pratiques écocidares.

Or, la prochaine bataille consistera à s'opposer à la réforme LPP 21, qui prévoit de réduire les rentes du 2^e pilier, alors même que leur niveau est déjà bas pour une grande partie des retraité·es. Dans ce contexte, nous entendons poursuivre notre engagement pour l'intégration progressive du deuxième pilier au premier et permettre ainsi à l'AVS de remplir son mandat, assurer un niveau de vie digne une fois à la retraite.

Un nombre remarquable de Suisse·sses se sont rendu·es aux urnes pour voter le refus de l'augmentation de l'âge de la retraite et pour qu'une 13^e rente soit accordée aux bénéficiaires de l'AVS. Le financement de la 13^e rente doit être assumé par les plus riches, en passant par une augmentation légère du taux de cotisation ou par les impôts, plutôt que par l'augmentation de la TVA.

Si les personnes du bas de la pyramide continuent à se mobiliser pour abolir ce système inégalitaire, nous parviendrons à imposer à la droite un système de retraite redistributif et social.

Clara Brambilla

AGENDA

National

SA 23 MARS
MANIFESTATION NATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN
16h Place de la Cathédrale, Lausanne

Genève

MA 12 MARS
LE FIL ROUGE
Projection de *Sans Toit ni Loi*, (Agnès Varda, 1985), suivi d'une discussion.
18h30 Cinélux, Genève

SA 16 MARS
MANIFESTATION « STOP AU GÉNOCIDE À GAZA »
15h Place des Grottes, Genève
Org.: BDS

SA 23 MARS
MANIFESTATION POUR UN LOGEMENT POUR TOUXTES!
15h Poste du Mont-Blanc, Genève
Org.: Ripostes urbaines, Collectif des associations d'habitant·es, Asloca, etc.

JE 18 AVRIL
COMMENT BIFURQUER ? LES PRINCIPES DE LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE
Conférence-débat avec Razmig Keucheyan et Cédric Durand
19h Maison des Associations, Genève
Org.: Groupe écosocialiste de solidarités

NATIONAL

CONFÉRENCES DE SALAH HAMMOURI PRISONNIER·ES POLITIQUES PALESTINIEN·NES: COMMENT LE SYSTÈME JUDICIAIRE ET CARCÉRAL MAINTIENT L'APARTHEID EN ISRAËL/PALESTINE

GENÈVE	LAUSANNE	NEUCHÂTEL
JE 14 MARS	VE 15 MARS	SA 16 MARS
18 h 30 Unimail salle MS150	19 h La Fraternité	16 h Théâtre de la Poudrière

Voir entretien page 13 Organisation : BDS Suisse

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



Neuchâtel

SA 23 MARS
MANIFESTATION POUR LE CLIMAT
13h30 Gare de la Chaux-de-Fonds

LU 25 MARS
COMMENT INTÉGRER LES COMMUNAUTÉS ÉTRANGÈRES ET FAVORISER LEUR ENGAGEMENT CITOYEN ?
Débat public dans le cadre des élections communales
19h Restaurant Au Chanet, Neuchâtel
Org.: Féneci et Casa de España

Vaud

SA 16 MARS
CYCLE DE FORMATION DE SOLIDARITÉS VAUD
② Le parti et la stratégie politique
Inscription par mail à : secretariat-vaud@solidarites.ch
14h salle de réunion du restaurant Le Milan, Lausanne

SA 23 MARS
PALESTINE, SYRIE, UKRAINE: LUTTER CONTRE L'OPPRESSION ET L'OCCUPATION
Meeting, puis départ collectif à la manifestation nationale
14h → 15h, La Fraternité Lausanne

SA 6 & DI 7 AVRIL
MANIFESTATION ET CONTRE-SOMMET SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES
Voir page 9
Lausanne

Impressum	Tirage
Éditeur	5 000 exemplaires
Journal solidariTés	17 n° par an
Case postale 2089	Comité éditoriel
1211 Genève 2	Clara Almeida Lozar
T +41 22 740 07 40	Nadja Badouli
E journal@solidarites.ch	Clément Bindschedler
W solidarites.ch/journal	Carl Studer
	Noémie Rentsch

Fransoise Wos	Maquette et mise en page
Thomas Vachetta	Niels Wehrspann
	Concurrence
	Manifestation en solidarité avec le peuple palestinien, Londres, 29 octobre 2023.
	Photo: Alisdare Hickson

Abonnements	Annuel	fr. 80
Étudiant·e·s, chômeur·e·s, AVS/Al...	150	
Soutien	3 mois à l'essai	Gratuit!
Pour payer:	CCP 17-216950-1	
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1		
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:		
	dbos@solidarites.ch	

Contacts régionaux du mouvement	Genève	Fribourg/Freiburg
	25, rue des Gares	Case postale 532
	Case postale 2089	1701 Fribourg
	1211 Genève 2	E fribourg@solidarites.ch
	T +41 22 740 07 40	
	E info@solidarites.ch	
	W solidarites.ch/geneve	

Neuchâtel	Case postale 3105
	2001 Neuchâtel
	T +41 77 502 79 53
	E ne@solidarites.ch
	W solidarites.ch/ne

Vaud	5 place Chauderon
	1003 Lausanne
	T +41 79 302 38 34
	E vaud@solidarites.ch
	W solidarites.ch/vaud

UN «CASSE-NOIX» POUR PAGES DE GAUCHE!

Face aux accusations d'antisémitisme et d'antiféminisme adressées par le journal *Pages de Gauche* au collectif de la Grève féministe, il est nécessaire de réaffirmer que nos luttes féministes sont aussi décoloniales et anti-impérialistes.

« *Un casse-noix est attribué aux trop nombreuses <féministes> qui soutiennent le Hamas et son idéologie théocratique patriarcale au nom du féminisme (!)* ». C'est avec ces lignes, accompagnées d'une image faisant directement référence au logo de la Grève féministe, que débute la rubrique « Le poing, la rose, le casse-noix » rédigée par la rédaction du journal *Pages de gauche* dans son numéro publié au début du mois de février 2024 [n° 190].

Dans le corps de l'article, il est question de toutes « ces féministes » et de « ce féminisme » particulier qui « *exclut bizarrement les femmes juives* », et dont les représentantes auraient « *remis en question les violences sexuelles et les féminicides du Hamas* ». Les rédacteur·rices en concluent que la position de « ces féministes » serait « *violemment antisémite et antiféministe* » et les « *déposséderait de leur humanité, et de toute crédibilité* ».

La solidarité avec la cause palestinienne...

Que cela soit clair d'emblée. Pour les militantes féministes décoloniales que nous sommes, lorsqu'il s'agit de rapports de domination et de contextes de colonisation évidents – pour rappel, ceux de l'État d'Israël envers le peuple palestinien et cela depuis 75 ans – la solidarité avec la cause palestinienne, réaffirmée depuis le 7 octobre, relève de l'évidence; et transformer cette solidarité internationaliste en antisémitisme relève de la malhonnêteté intellectuelle. Dès lors, nous ne pouvons que déplorer que cette attaque provienne d'un journal se revendiquant de gauche, qui n'hésite pourtant pas à développer un discours raciste et islamophobe

au nom de la défense (des droits) des femmes.

Cette rhétorique est surtout connue sous le nom de fémonationalisme. Elle est généralement défendue par des partis politiques et mouvements de (l'extrême) droite. En attaquant ainsi la position de la Grève féministe et en refusant d'apporter leur soutien aux mouvements féministes pro-palestiniens, les auteur·ices du journal *Pages de gauche* se réduisent à être des messager·es de la propagande de (l'extrême) droite fascisante, et on ne peut pas dire que c'est indépendant de leur volonté !

Dans le contexte politique actuel, mais aussi par notre militantisme au sein des espaces politiques de gauche, nous ne sommes pas sans savoir à quel point cette dernière est divisée et déchirée sur la question de la Palestine. Dans la continuité de cette tendance et au-delà des frontières nationales, il ne nous a pas échappé à quel point les partis sociaux-démocrates à travers l'Europe peinent à prendre position sur ce sujet, préférant rester des observateurs silencieux de la situation.

À la question trop souvent posée tant par la sphère médiatique que par des alliés au sein de notre camp politique et social, « *Condamnez-vous le Hamas ?* », nous répondons que ce que nous condamnons, ce sont avant tout ces nombreuses « gauches » et ces nombreux·euses « camarades » devant qui nous devons sans cesse nous justifier, alors que la honte est dans leur camp; puisque ce sont elles et eux qui ne prennent pas de position !

Il est usant de devoir écrire noir sur blanc et répéter que le fait de tuer des civil·es, violer des femmes,

brutaliser des enfants est un crime contre l'humanité et que nous le dénonçons et condamnons. Les accusations de *Pages de gauche*, qui prétendent nous défaire de notre humanité, sont insultantes. À travers leurs attaques, ce n'est pas la Grève féministe mais bien les rédacteur·ices du journal elleux-mêmes qui perdent toute crédibilité.

Une orientation féministe décoloniale et anti-impérialiste

À nos yeux, le soutien aux populations opprimées et colonisées est un indice du bord politique auquel

nous appartenons et du féminisme que nous défendons. Ce soutien est inconditionnel. Ainsi, si l'on défend le droit à l'auto-défense et à la résistance armée de la population ukrainienne, l'on se doit de faire de même lorsqu'il s'agit du peuple palestinien. C'est là que réside notre humanité.

Pour conclure, en réponse à *Pages de gauche* et à toutes celles et ceux qui refusent de prendre position, nous pourrions retourner la question : Les femmes palestiniennes, ne sont-elles pas suffisamment des femmes pour s'attirer les bonnes grâces de votre *féminisme* ? Le peuple palestinien n'est-il pas digne du soutien que vous affichez, au même titre et à raison, pour le peuple ukrainien ?

L'histoire nous a démontré que face à la colonisation, à l'apartheid et aux politiques génocidaires, le dialogue pacifiste et la paix sociale ne suffisent pas. C'est pour cette raison que nous défendons et continuerons de défendre le droit à la résistance du peuple palestinien, quelles que soient leurs armes de résistance.

Nous profitons pour affirmer une nouvelle fois notre solidarité avec ceux qui luttent pour leur libération et n'avons pas honte de le faire car notre féminisme est décolonial et anti-impérialiste, et il le restera.

Tamara Knezevic militante du collectif Grève féministe Vaud

Manifestation pour l'élimination de la violence faite aux femmes, Lausanne 25 novembre 2023



Gustave Deghiliage



Françoise Nyffeler

Le Collectif genevois de la Grève féministe a fêté la Sainte-Valentine dans son nouveau local.

Féminisme

En mouvement

Genève

LE CENTRE FÉMINISTE S'INSTALLE AU RONDEAU DE CAROUGE!

Victoire féministe! Les militantes de la Grève féministe viennent d'inaugurer le 14 février leur nouveau Centre. Iels ont célébré la Sainte Valentine dans ce nouveau lieu: jeux de rôle féministes, musique par les tamboreras, et deux DJs, buffet canadien, danses et discussions dans une ambiance festive engagée et de sororité dont les féministes ont le secret.

Le local de la Grève féministe se trouve à Carouge, au 13 de la rue de la Marbrerie, toute proche du Rondeau, où un groupe de grandes belles femmes en pierre se tiennent embrassées. Ce monument, représentant Genève entourée des communes réunies en 1814, va symboliser aussi la sororité du Collectif de la Grève féministe.

Il y a trois ans, le 8 mars 2021, notre camarade Françoise Nyffeler, alors députée, était venue avec quelques militantes féministes déposer, à l'Hôtel-de-Ville, une pétition demandant au Grand Conseil et au Conseil municipal un local féministe pour continuer à organiser les luttes et les mobilisations féministes tellement nécessaires.

Iels avaient alors été fort surpris de trouver la porte de ce haut lieu de la démocratie cantonale, barrée par des policiers revêtus de leurs plus beaux costumes virils de « Robocop » alors que des renforts

étaient dans un fourgon au coin de la rue! Depuis le 14 juin 2019, la capacité de mobilisation du collectif de la Grève féministe impressionne beaucoup les autorités...

La lutte pour un local

Le Grand Conseil n'était pas entré en matière, mais le Conseil municipal de la Ville de Genève avait accepté la pétition ainsi qu'une motion d'accompagnement demandant explicitement au Conseil administratif de mettre à disposition du collectif genevois de la Grève féministe des locaux de son parc immobilier.

Le conseiller administratif Alfonso Gomez, responsable de la GIM (gérance immobilière municipale) et de l'Agenda 21 chargé de la promotion de l'égalité, s'était alors mis en chasse. Mais la crise immobilière est générale en ville, et les deux locaux proposés au Collectif n'avaient pu être attribués, les

restaurants scolaires étant prioritaires...

M. Gomez a alors conseillé au Collectif de chercher lui-même un local, au-delà des propriétés de la Ville, et a promis d'en prendre en charge le loyer. C'est alors que le Collectif de la Grève féministe a pris contact avec Ressources urbaines, la « coopérative genevoise d'artistes et d'acteur-ices culturelles » qui met à disposition des espaces à des prix abordables dans le canton de Genève. Elle a entre autres reloué les artistes d'Artamis dans les locaux du Vélodrome et de Picto et a récemment installé le cinéma CDD dans l'ancienne poste des Charmilles.

L'idée d'aider les féministes à rester actives et créatrices a plu au comité d'attribution qui leur a réservé un grand bureau, une cave pour stocker toutes les pancartes et banderoles, et la jouissance de salles de réunions dans l'ancien Of-

fice des faillites. Bâtiment promis à la démolition, mais, en attendant, il offre de vastes locaux lumineux au Collectif, qui n'a plus à perdre du temps et de l'énergie à chercher sans cesse de nouvelles salles. Et dans l'avenir, Ressources urbaines aura investi d'autres bâtiments.

Des lieux historiques

On rappellera les anciens centres féministes du Mouvement de libération des femmes (MLF). Le premier mai 1976, les féministes avaient occupé sur la place des Grottes un bistrot désaffecté durant trois mois, suscitant la curiosité de la population, mais l'ire des autorités qui avaient rasé brutalement la vieille bâtisse début août. En protestation, lors d'un défilé furieux, des membres du MLF avaient muré les portes de l'Hôtel-de-Ville, en scandant « *les femmes construisent, la Ville détruit* ».

Cependant les négociations pour obtenir un nouveau Centre avaient été menées rondement, puisqu'en février 1977 déjà, une arcade au boulevard Saint-Georges leur était attribuée. Par la suite la Ville avait accordé avenue Peschier une villa entourée d'un jardin où se tenaient « *les bals des chattes sauvages* »...

Le mouvement féministe autonome a toujours eu besoin de locaux pour se réunir en plénière et en groupes de travail, pour accueillir de nouvelles militante-x, créer des banderoles et des vidéos, passer des films, jouer de la musique, du tambour, danser, entreposer le matériel, préparer les manifestations du 8 mars et du 14 juin, et bien d'autres choses encore...

Parallèlement et dans la même période, le Réseau femmes réunissant plusieurs associations féministes subventionnées et prestataires de services, investissent le grand immeuble d'une ancienne banque, qui en 2026, après rénovation, accueillera des logements pour séniiores et étudiantes, des bureaux, des salles de réunion, une crèche et un bistrot.

Le collectif de la Grève féministe défend son autonomie et puise ses énergies créatrices dans son héritage historique du Mouvement de libération des femmes, ainsi que dans les nouvelles générations de militantes qui renouvèlent le combat féministe sous de nouvelles approches et revendications. C'est bien dans ce nouveau local que s'organise la mobilisation de la journée internationale des luttes féministes, qui promet de faire encore souffrir le patriarcat ce 8 mars.

Maryvèle Budry

LES DROITS FONDAMENTAUX SONT-ILS NIÉS AUX PERSONNES RACISÉES?

Dans un contexte où la CEDH vient de condamner la Suisse pour le profilage racial dans le corps de police, la réponse policière à la prise d'otage du 8 février dans le Nord Vaudois interroge.

Le soir du 8 février 2024, un homme d'une trentaine d'années prenait en otage quinze personnes dans le train régional d'Yverdon à Sainte-Croix, armé d'une hache. Après une intervention mobilisant une soixantaine de policiers de groupes d'intervention du Canton et de la Ville de Lausanne, ainsi que des tireurs d'élite de la police cantonale genevoise, l'homme a été abattu. Sa famille a porté plainte.

Nous apprenions rapidement que l'auteur de cet acte était un requérant d'asile d'origine iranienne, dont l'état psychique était très fragilisé.

La démocratie n'est pas un film d'action

Notre parti yverdonnois Solidarité & Écologie a rapidement communiqué son émotion pour la souffrance des victimes livrées à un choc traumatique majeur. Mais, nous avons également thématiqué le rôle dans cette affaire d'un système d'asile toujours plus brutal, rejoint-es dans cette analyse par des expert-es psychiatres témoignant dans la presse de la dureté toujours plus grande des centres fédéraux d'asile et du parcours d'asile en général. Nous avons également cherché à questionner de manière critique l'issue létale d'une intervention policière d'une telle ampleur.

Entretenant son fonds de commerce nauséabond, l'extrême droite n'a pas hésité à réagir en fustigeant les requérant-es d'asile dans leur ensemble. L'UDC a annoncé qu'elle allait agir au Conseil

national. Le Conseil fédéral, par l'intermédiaire de Beat Jans, a communiqué quelques jours plus tard des mesures de durcissement de l'asile...

Pour beaucoup de personnes, le récit hollywoodien d'une prise d'otage débouchant sur la mort de l'auteur ne comporte rien de choquant. Rappelons que dans toute société démocratique, les droits fondamentaux se trouvent au sommet de l'ordre juridique, ce qui comprend le droit à la vie et à la justice.

La proportionnalité de la réponse policière conduisant à cette issue fatale interroge une fois de plus, dans un contexte où l'État de Vaud a été le théâtre de la mort de cinq individus racisés des suites d'interventions policières entre 2016 et 2022, qui ne représentaient pourtant peu ou pas de danger.

Quand «la race tue deux fois»

Les tirs létaux, des «gestes rares qui restent très encadrés» selon la RTS, ont en réalité concerné ces dernières années principalement des personnes non blanches, souvent en situation de fragilité psychique. Dans la situation d'Essert-sous-Champvent, qui demeure une intervention d'une difficulté rare, l'homme ne détenait pas d'arme à feu et avait répété ne pas souhaiter attaquer les victimes.

Ce qui interroge particulièrement, c'est que dans certains cas, dans le Canton de Vaud, des interventions policières avec des individus représentant un danger

pour eux-mêmes ou les autres se sont dénouées autrement. Le 12 février 2024 à Grandson, un Suisse armé d'un couteau de 20 cm fonçait sur deux policiers. Ceux-ci l'ont désarmé à l'aide d'un bâton tactique, démontrant que d'autres scénarios d'intervention existent, et que d'autres pratiques sans issue létale sont enseignées dans les formations.

Profilage racial et déni institutionnel

Le 20 février 2024, la Cour européenne des droits de l'homme condamnait la Suisse pour profilage racial, dans le cas de l'arrestation sans motif de Mohamed Wa Baile à Zürich en 2015. La Cour reconnaissait ainsi le caractère discriminatoire du contrôle d'identité effectué par la police municipale zurichoise. La cour appelait les autorités à «recourir à tous les moyens dont elles disposent pour combattre le racisme et renforcer ainsi la conception démocratique de la société dans laquelle la diversité ne doit pas être perçue comme une menace mais comme une richesse».

Dans son arrêt, la CEDH évoque les observations finales du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale, un rapport de 2021 qui évoque que la formation des agent-es de police est insuffisante à prévenir de manière

effective tout racisme et tout profilage racial de leur part en Suisse.

La Commission européenne avait recommandé préalablement de former davantage les polices de Suisse à la question du profilage racial tout en plaidant pour la création d'un organe indépendant chargé d'enquêter sur les allégations de discrimination raciale et comportements abusifs à motivation raciste de la part de policières.

Un tel organe est appelé par les collectifs qui se battent pour la reconnaissance des violences policières. De même, la formation de la police dans les cas de décompensations psychiques devrait être interrogée, même si ces enjeux concrets de formation ne doivent pas nous éloigner de l'analyse du rôle de l'institution policière dans le maintien d'un ordre social inégalitaire et raciste.

La question des types de criminalité poursuivies en relation à celles qui ne le sont pas (lutte contre la drogue plutôt que criminalité économique par exemple) est en cela essentielle. Des groupes de luttes tels que Parlons Prisons, Justice pour Mike, Justice pour Nzoy, Infoprisons, Droit de Rester ou Gare à toi luttent activement pour les droits et la dignité de tou-te-s face à ces systèmes injustes, et n'appellent qu'à être rejoints.

Mathilde Marendaz

Manifestation à Morges deux ans après la mort de Nzoy sous les balles d'un policier, 30 août 2023





Cérémonie d'intronisation du chef de l'armée Thomas Süssli par Viola Amherd, décembre 2019

National Armée

L'ARMÉE SUISSE: TOUJOURS GOURMANDE, TOUJOURS INUTILE?

Alors que la crédibilité de l'armée est en chute libre, la droite continue sa politique militariste en voulant de nouveau dilapider des dizaines de milliards dans cette entité.

La dernière invasion de la Suisse par un autre État, la Première République française, date de 1798. Le gouvernement tient pourtant à maintenir une armée excessivement couteuse et tout autant inutile. En décembre 2023, la Conseillère fédérale, Viola Amherd, a annoncé qu'elle voulait investir plus de 30 milliards (!) pour « reconstruire » l'armée jusqu'en 2035. En plus de cette folie pécuniaire, non seulement le service militaire est toujours obligatoire, mais son budget annuel s'élève à 5 milliards. En 2022 le Conseil National a voté une augmentation à 7 milliards d'ici 2030.

Situation politique et économique de l'armée suisse

Tout d'abord, il est utile de rappeler que le lobby militaire dans le pays est extrêmement puissant. Viola Amherd, qui n'a rien de « cen-

triste » ou de modérée dans ses positions politiques bourgeoises et néolibérales, ne cache pas son goût pour le militarisme.

Lors de l'invasion meurtrière de l'Ukraine par les forces russes en 2022, elle s'est rapidement positionnée en faveur d'une augmentation budgétaire de l'armée, alors que la Suisse se trouve à environ 2000 km du front et qu'elle ne représente vraisemblablement pas une cible pour Poutine.

En outre, Lobbywatch.ch nous apprend que tous les grands partis bourgeois, dont l'UDC, le PLR et le Centre, ainsi que de plus petites formations, comme le MCG et la Lega, ont des liens d'intérêt dans le secteur militaire.

Malgré le soutien conséquent que le gouvernement et le monde politique bourgeois offrent à l'armée, elle réussit tout de même à se ridiculiser : trous financiers, difficultés à se légitimer, et gaspillage

massif de ressources économiques et de matières premières. Le manque de crédibilité de l'armée est même reconnu par la droite ! Interviewée par la RTS, Jaqueline de Quattro affirme ressentir « *plus de peur que de mal, mais ce genre d'incertitude n'est pas bonne pour l'armée, n'est pas bon pour la crédibilité. Il faut qu'on sache où l'on va* ». Effectivement, « *il faut qu'on sache où l'on va* » : nous devons arrêter les augmentations supplémentaires du financement de l'armée.

Alors que la droite martèle contre l'AVS, disant qu'« *il n'y a pas d'argent* », dépenser des milliards pour l'armée ne semble pas lui poser de problème. Ces montants devraient plutôt être investis dans les nombreux services et prestations sociales du pays qui souffrent de sous-investissements et de pénuries de personnel, comme les domaines de la santé et de la formation.

De plus, dans un climat de crises internationales et de réarmement massif des États occidentaux, l'augmentation de la capacité militaire suisse ne participe pas à l'apaisement et la pacification des rapports entre pays. Au contraire, Viola Amherd profite de la situation pour gonfler les poches des milieux militaires, et les autorités fédérales, qui font les louanges de la pseudo-neutralité helvétique, participent activement à la course aux armements et à l'escalade de la violence dans le monde.

Armée et militarisme, non merci!

En prenant en compte la situation internationale et les besoins des franges de la population les plus précarisées et délaissées du pays, il est nécessaire de repenser l'armée suisse. La construction d'une Suisse réellement solidaire à l'intérieur comme à l'extérieur signifie de mettre fin au militarisme représenté par Amherd et dont l'une des fonctions principales demeure le maintien de l'ordre en terre helvétique.

Mentionnons également que le militarisme est souvent accompagné d'un virilisme sexiste le plus crasse, contre lequel nous devons lutter quotidiennement. En outre, l'urgence écologique et sociale, qui touche de plus en plus le monde, est incompatible avec l'extension du complexe militaro-industriel que propose la droite.

Un processus de désarmement généralisé pourrait être une première étape. La Suisse pourrait montrer l'exemple en devenant le premier pays occidental prenant une telle décision et en utilisant l'argent dégagé pour financer la transition écologique et sociale. Cela impliquerait également l'interdiction de l'industrie militaire helvétique : un business très lucratif couvert de sang. En 2022, l'exportation d'armes par des entreprises suisses leur a apporté près de 1 milliard de francs, ce qui positionne la Confédération dans le top 20 des plus grands exportateurs d'armes dans le monde.

Répondons donc aux plans des autorités fédérales de manière critique et désamorçons le mythe que l'armée nous protège et qu'elle est nécessaire pour le pays. Mettons un terme au militarisme et au business des armes, incitateurs de violences et de souffrances, qui nous privent des moyens pour construire une société plus solidaire et écologique !

Ph. K.

CONGRÈS DE SOLIDARITÉS GENÈVE: LES COMMUNS POUR HORIZON

Samedi 10 février, solidarités Genève a tenu une deuxième journée de congrès. Après une matinée consacrée à l'organisation du mouvement, l'après-midi a été l'occasion de réfléchir ensemble à la façon dont la notion de « communs » pouvait inspirer et renouveler nos luttes pour une société démocratique, solidaire, féministe et écosocialiste.

La réflexion sur la gestion collective des ressources, des infrastructures et des services a bénéficié des apports des membres et d'invité·exs allié·exs de divers horizons qui nous ont rejoint après le repas de midi.

Après une introduction historique et théorique, Pierre-Andrée Boo nous a présenté la construction et le fonctionnement d'un commun culturel : L'Usine. Après les présentations, cinq groupes ont travaillé sur cinq thématiques distinctes : les ressources naturelles, l'enseignement, l'action sociale, le logement et l'aménagement urbain ainsi que l'alimentation, en esquissant des pistes pour la gestion collective des ressources, espaces de vie et services publics.

Plusieurs groupes ont souligné l'importance de créer des espaces

de réappropriation citoyenne de gouvernance, par le biais de parlements (parlement citoyen des ressources naturelles), plateformes (plateforme d'usager·exs et professionnel·lexs des institutions sociales), conseils (conseils d'école autonomes) ou comités (comités citoyens sur l'alimentation, à l'instar de ceux en cours de constitution à Meyrin et aux Pâquis).

Dans le domaine de l'alimentation, les projets français de sécurité sociale alimentaire ainsi que des alternatives à l'actuelle chaîne production-distribution-consommation ont été évoqués.

Faisant le constat que la question du logement était, à l'heure actuelle, indissociable de la question de la propriété privée, le cinquième groupe s'est reporté sur le thème des espaces publics, en proposant

des pistes de création d'espaces publics intérieurs sans fonction spécifique et libres d'appropriation ponctuelle.

L'assemblée a procédé à un vote indicatif sur les projets développés par les cinq groupes afin de d'identifier des priorités. Ce sont les projets dans le domaine de l'alimentation durable et de l'action sociale qui ont recueilli le plus de voix.

Forte de cette riche première après-midi, la réflexion sur la place des communs dans notre horizon politique se poursuivra afin de donner naissance à des projets et initiatives concrètes dans le futur, selon le vœu exprimé par l'assemblée. En parallèle, solidarités reste évidemment active sur le terrain des luttes, en soutien aux mobilisations syndicales et aux mouvements sociaux.

La coordination genevoise

UN NOUVEAU CADEAU FISCAL

S'appuyant sur leur large domination au parlement genevois, la droite et son allié le MCG passent à l'offensive en matière de fiscalité. Explications.

Les personnes qui détiennent plus de 10 % du capital de leur société et qui en sont salariées, doivent déclarer la valeur de leur participation dans cette société au titre de l'impôt sur la fortune. Comme le droit fédéral définit la valeur imposable et que celle-ci se rapproche de la valeur vénale, la droite considère qu'il faut réduire ladite valeur imposable. Elle a décidé d'un abattement de 80 % jusqu'à une valeur de 10 millions et de 40 % au-delà de 10 millions.

Le résultat est édifiant : 23 contribuables dont la participation est supérieure à 30 millions bénéficieront d'une économie d'impôt moyenne de 500 000 francs ! À l'autre bout de l'échelle, les 2328 actionnaires des sociétés dont la participation ne dépasse pas 300 000 francs économiseront en moyenne 129 francs. Entre ces deux tranches, les baisses d'impôt moyennes varient de 2676 à 38 690 francs. À eux seuls, ces chiffres montrent le côté scandaleux de cette baisse d'impôt.

La perte fiscale globale est estimée à 30 millions, en incluant les impôts communaux. Alors que le Grand-Conseil a coupé la moitié des postes demandés au budget 2024 et que ceux-ci étaient insuffisants pour répondre aux besoins en matière d'enseignement, de santé ou encore dans le domaine social, ce projet de loi démontre de manière crue à quel point la droite roule pour une minorité de privilégiés.

Ce cadeau fiscal s'ajoute à la baisse d'impôt sur les sociétés dues à la réforme fiscale RFFA. À Genève, le taux d'imposition est ainsi passé de 24 % à 14 %. S'ajoute encore un abattement de 40 % sur les dividendes que ces mêmes contribuables perçoivent au titre de l'impôt sur le revenu.

Bernard Clerc





Manifestation en soutien aux habitant-es expulsé-es, Lausanne, le 24 février 2024

Vaud Logement

LA MUNICIPALITÉ DE LAUSANNE MET 80 PERSONNES À LA RUE!

Les habitant-es de la Borde 47, sont menacé-es d'expulsion par une majorité rose-verte qui réaffirme son cynisme face à la question du sans-abrisme. Nous nous mobilisons au côté des personnes concernées pour réclamer un toit et des conditions de vie digne pour tou-tes.

Le 24 février 2024 à Lausanne, une centaine de personnes se sont rassemblées à l'appel de différentes organisations et collectifs pour s'opposer à l'expulsion, le 1^{er} mars, de la population habitant l'hébergement d'urgence de la Borde 47. Le bâtiment avait été mis à disposition des personnes sans-abris par la Ville de Lausanne qui en a assuré la gestion jusqu'en no-

vembre 2022, lorsqu'elle a décidé de passer la gestion à la Société Coopérative d'Habitation Lausanne. Progressivement, environ 80 personnes, majoritairement Rom, se sont installées dans ce lieu et ont ainsi pu construire un chez soi, dans une petite communauté florissante. Parmi ces individus se trouvent des mineur-es scolarisé-es, des travailleur-euses et des personnes âgées.

Une nouvelle attaque contre le sans-abrisme

L'éviction de la Borde 47 s'apparente à une nouvelle attaque frontale contre la population sans-abris de Lausanne. Depuis des années, Ensemble à Gauche conteste la politique de la ville en la matière, la jugeant insuffisante. Une partie de la population concernée était présente à la

manifestation pour montrer son mécontentement et partager ses craintes pour l'avenir, puisque la ville ne leur propose pas une solution durable! En effet, les habitant-es de la Borde devront rejoindre les autres hébergements d'urgence de la ville, avec toutes les difficultés administratives et le manque de places et de confort que cela implique.

Bien que la municipalité ait annoncé l'ouverture d'un centre à Tivoli, les nouvelles places ne suffiront pas pour accueillir toute la population de la Borde et il ne s'agit pas d'un lieu adapté pour des enfants. La posture de la Municipalité nous scandalise et pointe une nouvelle fois l'hypocrisie d'une majorité de « gauche », dont des élu-es roses-vertes et un du Parti ouvrier et populaire (POP). La municipale Émilie Moeschler (PS), responsable du sport et de la cohésion sociale, rejette ainsi en bloc les revendications et les inquiétudes des contestataires.

Pour une ville plus solidaire

solidaritéS déclare tout son soutien à la population de la Borde et à son combat pour un toit et des conditions de vie (plus) dignes. Rappelons que la population Rom subit depuis des siècles de la discrimination, du racisme et de l'exclusion partout en Europe qui la constitue en un peuple apatride, qui devrait être protégé et accueilli. Il est temps que les autorités communales changent de cap pour que tout le monde, indépendamment de son statut économique, civil et d'origine, puisse avoir la garantie d'un logement abordable et décent.

Ph. K.

Neuchâtel Élections

CAP SUR LES ÉLECTIONS COMMUNALES!

Le 21 avril prochain, les habitant-exs des communes neuchâteloises renouvelleront leur parlement et leur exécutif. solidaritéS se présente en ville de Neuchâtel.

La liste de solidaritéS pour le Conseil général en ville de Neuchâtel est composée de 12 candidat-es dont les trois sortant-es, Mila Meury-Touré et François Chédel élu-es et Solenn Ochsner suppléante.

Au Conseil communal, nous présenterons une femme et

un homme, Zoé Bachmann et Dimitri Paratte, tou-tes deux au bénéfice d'une expérience politique législative au sein de la commune ou du canton.

Engagé-es depuis 28 ans au sein du Conseil Général, nos élu-es se battent pour un changement total du système

actuel basé sur le capitalisme afin de proposer une société équitable, écologiste et durable.

Une liste anticapitaliste

Notre liste, majoritairement féminine, est composée de profils variés de tous milieux professionnels et de personnes issues de la migration.

Nous sommes convaincu-es qu'une meilleure représentation des idées de solidaritéS dans les parlements et les exécutifs serait profitable au plus grand nombre. La politique de l'homme blanc cis-genre cinquantenaire a fait son temps.

C'est au travers d'associations et de syndicats que nous œuvrons pour porter la voix des femmes, des personnes racisées, défavorisées ou discriminées au législatif communal.

Au parlement comme dans la rue, nous intervenons principalement sur la politique sociale, la transition écologique, la politique antiraciste et féministe, la promotion de la culture et de l'éducation.

Choisir solidaritéS, c'est donner une voix au plus grand nombre et défendre les intérêts des classes populaires.

Le 21 avril, votez la liste anticapitaliste!

solidaritéS Neuchâtel

STOP AU PILLAGE!

Chaque année, la paisible ville de Lausanne devient l'épicentre du commerce mondial de matières premières grâce au très chic Commodities Global Summit. Un nouveau collectif reprend le flambeau de la lutte contre ce commerce destructeur.

Le Commodities Global Summit est organisé par le quotidien économique *Financial Times* et rassemble les dirigeant·es des plus importantes entreprises de négoce ainsi que des représentant·es des milieux financiers et bancaires au Beau-Rivage Palace à Lausanne. En 2024, il a lieu du 8 au 10 avril.

Crises et opportunités

Ces dernières années, les bénéfices générés par le négoce des matières premières ont littéralement explosé, grâce aux crises géopolitiques, sanitaires, énergétiques et environnementales. La pandémie mondiale, l'invasion russe de l'Ukraine et l'inflation créent de fortes perturbations sur le marché international.

Les populations du monde entier subissent de plein fouet l'augmentation des prix, dont les spéculateurs sont en partie responsables. Les traders et actionnaires de sociétés complices de désastres sociaux et environnementaux en profitent. Par exemple, la multinationale Glencore, établie à Zoug, a vu son bénéfice net tripler entre 2021 et 2022, passant de moins de 5 à plus de 17 milliards de dollars. Les six principaux négociants suisses ont distribué près de 45 milliards de dollars à leurs actionnaires en 2023.

Les « opportunités » ouvertes par ces crises constituent précisément la thématique du 13^e sommet du négoce des matières premières.

Neutralité et corruption

Dans la lignée de la contestation qui s'était organisée durant de nombreuses années, une coalition a été recréée en 2023 sous le nom de Stop-Pillage. Elle regroupe différentes organisations, collectifs et individus qui s'opposent au système de captation des richesses du Sud par le Nord ainsi qu'à ses conséquences humaines et environnementales désastreuses. La coalition vise principalement à s'opposer au Commodities Global Summit, symbole de la politique impérialiste des dirigeant·es des plus importantes entreprises en Suisse, qui bénéficient de la complicité des autorités politiques.

Cette complicité est délibérée, la Suisse est une plaque tournante du négoce des matières premières : environ 70 % de l'or, 50 % des céréales, 40 % du charbon et 35 % du pétrole au niveau mondial sont commercialisés par les entreprises de trading siégeant en Suisse.

L'importance du secteur du négoce en Suisse résulte des nombreux avantages dont bénéficient les entreprises dans le paradis fiscal helvétique, parmi eux, des impôts très bas, une faible régulation, une grande opacité, une place financière de premier plan et la prétendue neutralité.

Ces derniers mois, plusieurs géants suisses du négoce ont été reconnus coupables de corruption et condamnés à des amendes record – qui n'entravent cependant pas leurs bénéfices ni leur accès au marché.

Manifestation et contre-sommet

Stop-Pillage portera ses revendications lors d'un contre-sommet et d'une manifestation les 6 et 7 avril afin de dénoncer l'exploitation systématique des ressources naturelles des pays du Sud Global, le traitement racialisé et inhumain des populations ainsi que les répercussions écologiques sur les terres autochtones. En effet, nos modes de vie au Nord reposent sur l'exploitation du Sud et privent les populations locales de leurs revenus, ainsi que de la gestion de leurs ressources naturelles.

Samedi 6 avril à 15 h, nous manifesterons à travers Lausanne. Le soir, nous nous rejoindrons à Pôle Sud pour écouter Juan Pablo Gutierrez nous parler des luttes de son peuple en Colombie contre Glencore, le géant suisse du charbon.

Tout au long de la journée du dimanche 7 avril, nous assisterons à des conférences et ateliers participatifs dans le cadre de notre contre-sommet.

Uniterre y abordera les questions de souveraineté alimentaire et d'agro-business à travers les luttes paysannes.

Adrià Budry Carbó, journaliste à Public Eye, nous parlera du rôle actif que joue la Suisse dans l'attrait des multinationales sur son territoire.

Les collectifs Debt for Climate Switzerland et Quinto Suyu Suiza-Peru échangeront autour des perspectives de lutte au Nord en solidarité avec les peuples du Sud.

Olivier Marboeuf, militant décolonial, présentera les liens entre race et impérialisme.

Nous concluons cette journée avec l'intervention d'Amzat Boukari Yabara, historien et militant de la Ligue Panafricaine-Umoja, qui développera les enjeux liés au néocolonialisme, en évoquant la question centrale du Congo et du pillage au nom de la transition écologique.

À ce commerce capitaliste mortifère, nous opposerons les perspectives fondamentales que représentent la souveraineté alimentaire, énergétique et territoriale.

Les spéculateur·ices se font des milliards sur le dos des peuples.

Solidarité avec les peuples en lutte contre le capitalisme mondialisé !

Tous·tes dans la rue contre l'impérialisme suisse !

Lola Crittin Marie Jolliet
Sur la base de l'appel du collectif

Site du collectif : stop-pillage.ch

Manifestation contre la tenue du Commodities Global Summit à Lausanne, 19 mars 2018



LE BUSINESS EN TREILLIS ET EN CRAVATE AU RWANDA

Certaines guerres se déroulent dans un silence médiatique inquiétant, en particulier sur le continent africain. Le pillage des richesses naturelles peut ainsi se dérouler en toute discrétion. C'est notamment le cas en République démocratique du Congo où les conflits ont repris en intensité. Et dans lesquels le Rwanda voisin joue un rôle majeur.

Au lendemain du génocide des Tutsis, en 1994, l'armée rwandaise est restée un acteur très actif en Afrique centrale. Pour le Rwanda, cette présence se justifiait pleinement. L'armée était l'assurance contre la menace que constituait un éventuel retour des génocidaires qui s'étaient enfuis en République démocratique du Congo (RDC); le pays ne pouvait compter que sur lui-même face à cette menace.

Par conséquent, le Rwanda s'est engagé dans les deux premières guerres en RDC, (1996-1997 et 1998-2002) et demeure un acteur actif de la guerre du Kivu qui se déroule depuis 2004.

Kigali a joué un rôle majeur dans ces guerres, notamment lors du renversement du dictateur Mobutu Sese Seko, en 1997, en soutenant les rebelles de l'opposant Laurent-Désiré Kabila. Lorsque débute la seconde guerre congolaise un an plus tard, le Rwanda occupe de larges portions à l'est du pays. Ce conflit, un des plus grands sur territoire africain, impliquera neuf États et provoquera des centaines de milliers de mort-es.

L'appât des minerais

Or, l'immense territoire où se déroulent les hostilités représente un grand intérêt. Il s'agit de l'une des régions les plus riches au monde pour l'approvisionnement de ma-

tériaux stratégiques (coltan, tantale, or, cassitérite, wolframite, etc.).

Le Rwanda est un petit pays, surpeuplé, avec une économie essentiellement agricole. Sa participation aux missions « de paix » lui permet de nourrir une partie de ses forces militaires et de les utiliser comme force d'influence dans des régions riches de leur sous-sol.

Au cours des années 2013-2019, le Rwanda est devenu le premier exportateur mondial de coltan et le deuxième de tantale, minerais essentiels pour l'industrie électronique de haute technologie. Comment est-ce possible alors que son territoire est pauvre en ressources minières ?

Sous prétexte de combattre les anciennes forces génocidaires réfugiées en RDC (les Forces démocratiques de libération du Rwanda, FDLR), le Rwanda s'est aménagé un accès direct à ces richesses naturelles pour les exporter. C'est notamment l'une de ses principales sources de devises. En 2002, les experts des Nations unies estimaient que l'armée rwandaise aurait retiré du trafic illégal de coltan près de 250 millions de dollars de 1998 à 2000.

C'est principalement pour garantir ses intérêts que Kigali a soutenu des groupes armés congolais en lutte contre les forces gouvernementales de la RDC et les milices anti-rwandaïses, par exemple le Congrès national pour

la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda — devenu en 2012 le Mouvement du 23 mars (M23) — un groupe armé réactivé en 2021 qui contrôle actuellement de larges portions du Nord-Kivu. Des éléments des Forces armées rwandaïses sont d'ailleurs régulièrement signalés en RDC, bien que Kigali réfute toute présence sur le sol congolais.

Le business de « la paix »

Progressivement, le président rwandais Paul Kagame a développé une diplomatie active en Afrique en utilisant son armée, qui est très opérationnelle, bien structurée et relativement bien équipée. Composée d'au moins 30 000 hommes et femmes, elle bénéficie d'une expérience continue des combats depuis maintenant quatre décennies.

Les années 2000 constituent un tournant dans cette orientation, qui se reflète au travers d'un fort engagement dans les Opérations de maintien de la paix (OMP). En 2002, en pleine deuxième guerre du Congo (1998-2002), l'armée est rebaptisée Forces rwandaïses de défense (Rwanda Defence Forces, RDF).

En 2005, Kigali participe pour la première fois à un contingent de maintien de la paix avec la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS). Dans un conflit que l'on qualifie de génocide, la protec-

tion des civil-es du Darfour représente une motivation importante. D'autres raisons moins avouables justifient aussi cet engagement. Il faut occuper des milliers de combattant-es issus de dix ans des guerres congolaises et homogénéiser l'armée après l'arrivée de nouvelles recrues, et peut être aussi éloigner des unités moins fidèles au régime.

Au fil des ans, la stratégie de participation aux OMP s'intensifie. De nouveau au Darfour, où la MUAS est remplacée en 2007 par la Minuad, une mission hybride des Nations unies et de l'Union africaine, à laquelle participent 2800 soldats rwandaïses. Puis en 2011 et en 2014, lorsque des forces rwandaïses interviennent au Soudan du Sud (Minuss) et en Centrafrique (Minusca).

Les bons élèves de l'ONU

En conséquence, les effectifs rwandaïses sont souvent les plus importants mais surtout les plus disciplinés dans les OMP. Les RDF déploient en permanence plus de 5000 membres, dont environ 5 % de femmes. Durant ces dix dernières années, plus de 40 000 soldats-es ont été déployés dans les OMP africaines, ce qui situe le Rwanda comme le quatrième pays contributeur en effectifs des forces des Nations unies.

La motivation majeure de ces participations est financière, et



non pas humanitaire. En échange de ces missions, l'ONU a versé au Rwanda 171 millions de dollars jusqu'en 2022. Les engagements pour la paix ont un prix, que Kigali a rapidement transformé en service rémunérateur de son armée. Pour se justifier, le président Kagame utilise un slogan aux accents panafricanistes, des « solutions africaines aux problèmes africains ».

En outre les OMP ont renforcé l'influence du Rwanda en Afrique, ainsi qu'au sein de l'Union africaine ou des Nations unies, sans commune mesure avec sa puissance économique, sa taille ou son poids démographique. Lorsque des pays africains ont fait appel à des moyens militaires, (avec des troupes payées par l'ONU) la passivité totale de ces missions dans leur rôle de forces d'interposition a réduit à néant leur efficacité humanitaire.

À l'inverse, les Casques bleus rwandais se sont forgés une réputation de militaires efficaces et disciplinés sur le terrain. Contrairement à d'autres contingents, les soldats rwandais n'ont jamais fait l'objet d'accusations de crimes de guerre sexuels ou de viols. Au contraire, ils savent se montrer attentifs aux questions de genre, des comportements particulièrement appréciés au siège des Nations unies.

Comme par hasard, c'est Valentine Rugwabiza, une ancienne

représentante permanente du Rwanda auprès des Nations unies, qui a été nommée cheffe de la Minusca en RDC, où le Rwanda est le premier contributeur en Casques bleus.

La zone frontalière entre la RDC et le Rwanda est progressivement devenue une région où s'entassent des milliers de réfugié·es hutus fuyant les combats et les restes de l'ancienne armée et des milices, dans une précarité totale. La guerre civile en RDC a encore compliqué la situation. Après les règnes chaotiques de la famille Kabila, un nouveau régime faible et profiteur s'est mis en la place.

L'importance du haut-Kivu

La région frontalière du haut Kivu est riche en minerais. Leur exploitation se fait dans des conditions effroyables. Une grande partie de ces richesses sont exportées via le Rwanda, au bénéfice des sociétés qui y ont leur siège.

Le gouvernement de Kagame profite ainsi de sa position militaire dominante pour participer au pillage et à l'exploitation de ces ressources pour le plus grand profit des compagnies multinationales.

Cela correspond à une nouvelle orientation dans l'influence du Rwanda et à son insertion dans la division mondiale des affaires. Garantir l'extraction et le commerce de matières, directement ou indi-

rectement est son nouveau rôle, reconnu par les puissances mondiales, les USA en premier lieu.

Kigali bénéficie ainsi des exportations provenant du sol voisin et développe un modèle économique propre, où le business et la cupidité dominant. Toutes les entreprises privées sont liées aux plus hautes sphères du pouvoir, accompagnant le pillage, au bénéfice des multinationales, des matières premières et participant à la « pacification » violente de ces régions, au mépris des droits et des conditions de vie des populations résidentes. Inutile de dire que les juteux bénéfices ne profitent guère aux populations déplacées et premières victimes des différentes guerres. S'il y a bien un « ruissellement », c'est celui du sang.

La diplomatie du treillis

Les militaires rwandais ont sauvé le régime de la RDC en contenant les forces rebelles en janvier 2021. Un mois après cette démonstration de force réussie, des délégations rwandaises débarquent et accaparent des secteurs de l'agriculture, de l'alimentaire, des mines. Un bel exemple de la motivation de l'aide militaire, où les entreprises liées au régime de Kigali profitent de l'engagement des forces armées rwandaises pour gagner des parts de marché et signer des contrats.

Même scénario au Mozambique dès 2021, pour appuyer et sécuriser

les projets gaziers de TotalEnergies au Cabo Delgado, avec l'implication active de la France. Le Rwanda a multiplié les accords bilatéraux de coopération militaire (en République centrafricaine, au Mozambique, au Bénin).

La stratégie militaro-diplomatique du Rwanda est présentée comme un succès par de nombreux gouvernements et institutions internationales. Face aux multiples crises et conflits du continent, le Rwanda cherche une place, qui jusqu'ici, était plutôt réservée à des « géants » comme l'Afrique du Sud ou le Nigeria. Pour l'instant, ces pays, paralysés par leurs faiblesses internes, n'arrivent pas à assumer un rôle de stabilité régionale.

Le *business-model* rwandais présente un atout pour la stabilité économique et politique du capitalisme, qui évite d'impliquer directement des puissances occidentales (France, USA) ou l'ONU (totalement discréditée), tout en garantissant un approvisionnement en minerais aux filières du capitalisme, qu'il soit occidental ou chinois.

Un nouveau « gendarme » pour cette zone instable mais riche en matières premières, voilà un rôle pour le Rwanda, habillé en treillis ou en cravate.

José Sanchez

Résumé d'un article de Florent Geel « Un nouveau "gendarme" africain ? », publié en trois parties sur le site AfriqueXXI (afriquexxi.info)

«LE FSM RESTE LE SEUL ESPACE DE RENCONTRE AU NIVEAU MONDIAL»

Au terme d'une nouvelle édition du Forum social mondial (FSM) qui s'est déroulée à Katmandou, au Népal, du 15 au 19 février, l'heure est au bilan. Entretien avec Eric Toussaint, historien et économiste belge qui a participé au forum.

Quel bilan tirez-vous de cette nouvelle édition du Forum social mondial ? Il a été très positif, principalement en raison de la participation de secteurs populaire très divers et parmi les plus opprimés. Je pense notamment aux Dalits, la caste des intouchables, aux peuples natifs et indigènes, historiquement marginalisés mais très organisés, aux forces syndicales, à de nombreuses féministes issues des classes populaires.

La majorité était originaire du Népal et d'Inde. Les organisateur·ices ont compté 18 000 inscriptions (de plus de 90 pays, ndlr) et lors de la manifestation d'ouverture du jeudi 15, entre 12 et 15 000 participant·es se sont mobilisés·es.

Cependant, le FSM en tant que tel n'a pas atteint la même représentation qu'au cours de sa première décennie d'existence, depuis sa fondation à Porto Alegre, au Brésil, en 2001. Il y avait très peu de participant·es venant d'Europe, d'Amérique latine ou d'Afrique. Bref, un bon niveau de participation régionale mais une faible présence des autres continents. Cela montre les difficultés du FSM à prendre des initiatives globales ayant un impact réel.

Où en est le FSM aujourd'hui ? Nous percevons une réalité contradictoire. D'une part, le Forum social mondial ne constitue plus une véritable force d'attraction et de propulsion. D'autre part, c'est le seul espace de rencontres altermondialistes qui perdure au niveau mondial. C'est pourquoi il est encore important pour des réseaux internationaux comme le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, ndlr) d'y participer.

Je suis convaincu que, si le FSM avait une force réelle – telle que nous l'avons obtenue en février 2003, lorsque nous avons appelé à de grandes mobilisations pour la paix et contre la guerre en Irak – son pouvoir serait aujourd'hui significatif : à la fois pour faire face au génocide en Palestine et pour aider à construire un large frein à la croissance de l'extrême droite que l'on peut observer dans de nombreuses régions du monde.

Si le FSM ne parvient pas à être une telle force, que devraient faire les secteurs progressistes ? Je pense que la formule d'un FSM avec seulement des mouvements sociaux et des ONG mais sans partis politiques progressistes (comme défini dans la Charte de principe de 2001) ne permet pas une organisation adéquate de la lutte contre l'extrême droite.

Face à la montée de l'extrême droite et des projets fascistes, il faut chercher un autre type de convergence internationale. Dans ce sens, le CADTM, avec d'autres acteurs sociaux, a contacté le PSOL (Parti Socialisme et Liberté) et le PT (Parti des Travailleurs) de Porto Alegre, berceau du Forum Social Mondial depuis 2001, pour proposer la création d'un Comité d'organisation qui convoquerait une réunion internationale en mai pour discuter de la marche à suivre, en vue d'une grande réunion dans un an.

Des acteurs importants, tels que le mouvement brésilien des travailleurs sans terre (MST), pourraient y participer activement. S'ils ont réussi à se libérer de Jair Bolsonaro au Brésil, avec une large alliance politique et sociale, il est essentiel d'en tirer des leçons po-

litiques concrètes. Le Forum social mondial pourrait continuer, mais nous sommes convaincu·es qu'un nouveau cadre unifiant toutes les forces capables de se mobiliser est nécessaire.

Il y a des initiatives comme l'Assemblée mondiale des peuples qui réfléchissent déjà dans ce sens... Bien sûr, elle devrait être impliquée et jouerait un rôle. Mais nous avons besoin d'une nouvelle initiative de front uni plus large. Sa construction serait large et diverse, incorporant des courants allant de la 4^e Internationale à la social-démocratie, en passant par l'Internationale progressiste, à travers toute la gamme des sensibilités de gauche. Ainsi que des organisations et personnalités progressistes aux États-Unis (par exemple Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez, le syndicat automobile UAW qui a remporté une victoire importante en 2023). Et des partis et mouvements de gauche d'Europe, d'Afrique, d'Asie et de la région arabe.

Il est nécessaire de convaincre le plus grand nombre de forces possible, y compris celles qui doivent surmonter les différences et les divisions historiques, et qui comprennent et acceptent le grand défi prioritaire du moment, à savoir la lutte contre l'extrême droite.

Nous savons qu'un tel appel ne sera ni simple ni facile à concrétiser : il exige une grande générosité et une forte volonté politique. La complexité du moment historique et les dangers qui pèsent sur l'humanité et la planète nous imposent d'essayer d'y arriver.

Sergio Ferrari
Titres et coupes par la rédaction

Marche d'ouverture du FSM, Katmandou, 15 février 2024





Rassemblement pour accueillir Salah Hammouri après son expulsion d’Israël, Paris, 19 décembre 2022

International À lire En mouvement Palestine

LE « PRISONNIER DE JÉRUSALEM » EN SUISSE

Ancien prisonnier politique, l’avocat franco-palestinien Salah Hammouri a passé près d’un quart de sa vie derrière les barreaux de l’occupation israélienne en raison de son engagement indéfectible en faveur des droits des Palestinien·nes. Expulsé de Jérusalem en France fin 2022 en violation du droit international, il viendra partager son expérience lors d’une tournée de conférences en Suisse à la mi-mars. Entretien.

Dans *Prisonnier de Jérusalem*, tu décris ton parcours dans plusieurs prisons israéliennes. Pourquoi les autorités israéliennes craignent-elles autant les grèves de la faim coordonnées des prisonniers·ères politiques palestinien·nes ? Elles essayent de garder le calme en prison. Mais c’est surtout en raison du fait qu’il n’existe pas de grèves de la faim qui ne soient pas coordonnées avec les partis politiques, avec les mouvements de solidarité. Elles savent bien qu’une grève de la faim ne restera pas que dans la prison, mais

aura une ampleur politique à l’extérieur.

Quel est le rôle du droit international dans la lutte pour la justice pour les Palestinien·nes ? Nous pouvons nous appuyer sur le droit international pour deux raisons. Premièrement, pour montrer que ce monde capitaliste occidental a deux poids, deux mesures. Deuxièmement, pour essayer de renforcer l’appui à notre cause. En France, par exemple, des partis politiques appuient la Palestine en faisant référence au droit international. La reconnaissance

de l’existence de l’apartheid dans le rapport d’Amnesty International de 2022 nous a beaucoup aidée.

Quelle stratégie adopter pour arrêter le génocide israélien en cours ? D’abord, ce génocide en cours est déjà – stratégiquement et géopolitiquement – une perte pour Israël, malgré tous ces massacres de notre peuple. Israël a tué juste pour le plaisir de tuer. Politiquement et militairement, il n’a rien gagné et ne va rien gagner.

Pour arrêter le génocide, il existe cette formule qui fonctionnait dans les décennies précédentes et qui est en train de fonctionner, et qui consiste en trois éléments. Premièrement, la résistance palestinienne, légitime selon le droit international. Deuxièmement, la résilience du peuple palestinien entier qui a empêché une deuxième Nakba en décidant de ne pas fuir de Gaza malgré tout. Troisièmement, la solidarité internationale. Tant que ces éléments fonctionnent et s’intensifient, cela aidera à arrêter le génocide en cours.

Quelle est la situation du mouvement national palestinien ? Il y a malheureusement eu un énorme recul du mouvement national palestinien traditionnel, surtout de la gauche, après les accords d’Oslo de 1993. Il y avait d’autres raisons pour ce recul aussi: la fin de l’URSS, la montée de l’islam politique, etc. Pour l’instant, il n’y a pas de mouvement national unitaire.

Quelle doit être la stratégie du mouvement national de libération palestinien à long terme pour

renverser le colonialisme et l’apartheid israéliens ? À long terme, il faut souligner un facteur très important. C’est le plan politique interne palestinien, ce bordel qui existe depuis la division de 2006 et qui s’est de plus en plus compliqué.

Les Palestinien·nes doivent se sortir de cette impasse politique par la reconstruction de l’OLP (Organisation de libération de la Palestine) qui doit être la représentante des 14 millions de Palestinien·nes et s’appuyer sur son ancienne charte de 1968. On doit renforcer l’OLP et pas l’Autorité Palestinienne (AP), car si cette dernière a été créée par l’OLP en 1994, elle ne représente pas tout·es les Palestinien·nes, notamment les réfugié·es, les Palestinien·nes de Jérusalem, les Palestinien·nes de 1948 (citoyen·nes d’Israël). C’est l’OLP et non pas l’AP qui a créé l’identité nationale palestinienne, basée sur un combat national.

On doit adopter un programme politique qui parle de libération nationale, arrêter toute négociation avec l’occupant et tout genre de normalisation avec lui.

Il faut qu’on avance vers un front unitaire rassemblant le maximum de forces palestiniennes – gauche, droite, nationalistes, islamistes – réuni·es sur un programme politique. Ceci pourrait se faire dans le cadre de l’OLP qui possède des mécanismes politiques déjà établis.

On ne peut exclure de ce projet aucun mouvement politique palestinien car il faut assurer l’unité de l’ensemble des 14 millions de Palestinien·nes et l’inclusivité sans discrimination selon l’appartenance religieuse. Le Hamas, par exemple, a été démocratiquement élu en 2006 par la majorité de votes, mais la «communauté internationale» n’a pas accepté le résultat de ces élections. L’unité interne de tout le peuple et l’inclusivité permettra de créer un rapport de force contre l’occupant israélien et de lui imposer notre choix.

Propos recueillis par Rebecca Mathieu

Tournée de conférences de Salah Hammouri : voir agenda en page 2



Salah Hammouri, Prisonnier de Jérusalem, Libertalia, 2023

LA QUESTION PALESTINIENNE ET LE MARXISME

Dans une brochure claire et concise, notre camarade Joseph Daher prolonge un exercice déjà entamé dans un long article publié dans *Contretemps* en 2021: définir une stratégie politique réaliste pour l'émancipation du peuple palestinien, à partir d'une perspective révolutionnaire et ancrée dans les réalités de la région.

La brochure permet de sortir la tête de la situation immédiate. Un apport salutaire face à la situation catastrophique à Gaza, qui paraît ne jamais avoir de fin. D'abord, parce qu'elle réinscrit la question de la résistance palestinienne et de l'État colonial et d'apartheid qu'est Israël dans l'histoire longue et dans les processus politiques régionaux. Ensuite, parce qu'elle médite les erreurs et impasses stratégiques des luttes passées et actuelles. Enfin, parce qu'elle projette la réflexion dans le temps long et à l'échelle régionale.

La question palestinienne et le marxisme vise à renforcer la solidarité pour la lutte de libération et d'émancipation du peuple palestinien en s'appuyant sur quelques principes: le droit des peuples à la résistance face à un régime d'apartheid et de colonisation, y compris armée, sans le confondre avec le soutien aux perspectives politiques des différents partis politiques palestiniens.

Mais aussi la centralité de la défense des droits fondamentaux comme le droit au retour, le droit à l'autodétermination, la fin de l'apartheid, de l'occupation et de

la colonisation, la complète égalité des droits entre Palestinien·nes et Israélien·nes. Et le soutien à la campagne internationale du mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS).

Développement inégal et combiné

L'ouvrage permet d'identifier une ligne stratégique réaliste pour la cause palestinienne. Réaliste parce qu'elle s'appuie sur une lecture matérialiste et historique, mais aussi parce qu'elle pense les erreurs du passé et la situation actuelle. Une ligne qui ne se cache pas les difficultés: ainsi l'auteur n'élude pas l'analyse de la faiblesse de la classe travailleuse palestinienne et l'intérêt économique bien compris de la classe travailleuse israélienne, comme son soutien idéologique à son État.

Il en analyse les fondements: l'émergence d'une économie juive qui s'appuie sur les structures coloniales britanniques. Une économie dite « socialiste » mais en réalité à caractère colonial et ethno-racial, organisée dans l'alliance entre un syndicalisme juif et l'Organisation sioniste (OS) sous le slogan « terre juive, travail juif, produit juif ». Avec comme résultat un développement inégal et combiné entre l'économie palestinienne et israélienne; la première étant maintenue dans un état de dépendance par rapport à la seconde, subissant une dynamique de « dé-développement ».

Daher invite donc à penser le problème non pas comme celui de la couleur politique des dirigeants israélien·nes, mais comme un « processus de colonisation continue » qui organise les rapports entre les deux populations.

Daher défait également toute attente envers les principales

forces politiques palestiniennes: le Hamas affirme une politique réactionnaire d'islamisation de la société gazaouie et s'allie avec des régimes autoritaires comme l'Iran, le Qatar ou la Turquie. Simultanément, ce mouvement « ne considère pas les masses palestiniennes, les classes ouvrières régionales et les peuples opprimés comme des forces susceptibles d'obtenir leur libération » et défend une économie basée sur le capitalisme et le libre marché.

Joseph Daher rappelle à ce titre que la petite bourgeoisie est la « base sociale historique du fondamentalisme islamique », que ce « projet réactionnaire n'offre aucune solution aux sections de la paysannerie et des salarié·es » qu'il gagne et que pour lui « la lutte des classes est donc considérée comme une chose négative ». De son côté, l'Autorité Palestinienne est définitivement décrédibilisée par sa collaboration avec la puissance occupante.

Vers l'auto-organisation par en bas

Ce qui constitue le caractère paradoxal de sa proposition est qu'elle est aussi implacablement réaliste qu'elle semble lointaine, voire inatteignable. Mais c'est l'horizon stratégique que défend Joseph Daher: la seule stratégie réaliste de libération est une « stratégie révolutionnaire régionale (...) qui passe par l'établissement d'un État démocratique, socialiste et laïque dans la Palestine historique, avec des droits égaux pour les peuples palestinien et juif, au sein d'une fédération socialiste à l'échelle du MOAN. »

C'est-à-dire que les Palestinien·nes doivent construire une « nouvelle direction politique engagée dans l'auto-organisation par en bas » et des alliances avec les forces socialistes et émancipatrices de toute la région.

On regrettera toutefois que cette direction stratégique ne soit pas étayée de quelques propositions politiques de court et moyen terme. L'auteur peine à proposer des pistes où se concrétise la ligne stratégique défendue. Gageons que cela soit l'objet d'une seconde brochure!

Guillaume Matthey



Joseph Daher, *La question palestinienne et le marxisme*, Paris, La Brèche, 2024

Affiche d'Ali Kazak pour l'OLP, 1979





À voir Cinéma Féminisme

LE LOURD HÉRITAGE DU PATRIARCAT

Passé sous les radars du grand public, *Le Successeur*, le deuxième film de Xavier Legrand, utilise de manière redoutable le thriller noir pour parler de la violence des hommes et sa perpétration dans le temps.

Le 21 février dernier est sorti le deuxième film du réalisateur français Xavier Legrand, qui s'est fait connaître en 2017 avec son premier long métrage *Jusqu'à la garde*. Un premier film brillant, traitant avec une incroyable maîtrise des questions des violences conjugales et de la violence masculine au sein de nos sociétés. Un film porté par un véritable succès populaire, ramenant près de 400 000 personnes dans les salles obscures, mais aussi critique, avec un encensement unanime.

Les critiques notant le minutieux travail du cinéaste qui a traité avec justesse, dans ce brillant premier film, les différentes thématiques dans son œuvre, ce qui lui vaudra un lion d'argent à Venise et cinq Césars, dont celui du meilleur film.

Il est donc tout naturel que ce deuxième long métrage, *Le Successeur*, ait été attendu de pied ferme par de nombreux-euses cinéphiles. D'autant plus que ce film a été présenté par Xavier Legrand comme la deuxième partie d'une trilogie centrée sur les thématiques du patriarcat. *Le Successeur* est-il la confirmation de ce cinéaste politique ? On peut dire que le pari a été tenu.

Lourd héritage

Le Successeur est une tragédie sombre racontant l'histoire d'Ellias, jeune créateur de mode fraîchement nommé directeur artistique d'une célèbre maison de Haute Couture française. Dans cette période charnière de sa vie, celui-ci apprend la mort de

son paternel qu'il n'a pas vu depuis plus de 20 ans. Ellias se voit contraint de retourner dans son Québec natal pour régler la succession. Il va découvrir, à ses dépens, qu'il a hérité d'un bien lourd fardeau.

La première chose à mettre en avant dans *Le Successeur*, est l'excellent travail de construction d'ambiance et de réalisation de Xavier Legrand. Dans ce drame teinté de tragédie œdipienne, le réalisateur nous plonge dans une ambiance glauque d'une noirceur folle. On tombe véritablement dans la spirale infernale du personnage d'Ellias, qui va découvrir l'envers du décor de la vie de son paternel, le tout dans une mise en scène surfant régulièrement avec le cinéma de genre.

Le réalisateur lui-même définit son film comme une œuvre de genre indéfinissable, hybride et polymorphe. Mélangeant au cœur de son récit les inspirations des films néo-noir, des contes d'épouvante et des thrillers anxiogènes. La quintessence de cet effroi se trouvant d'ailleurs dans un twist imprévisible et brutal au milieu du récit.

Violence masculine et transmission

Au-delà de sa forme réussie, son fond n'a pas à pâlir. En effet, le successeur creuse le sillon du patriarcat en traitant, comme dans *Jusqu'à la garde*, de la question des violences faites aux femmes, mais sous un angle différent. Legrand s'attaque dans *Le Successeur* frontalement à la source dont elles émanent : la violence des hommes. Comme le dit Xavier Legrand : « Aujourd'hui, on détecte aisément que le patriarcat est un régime qui soumet les femmes, les enfants, mais ce qui nous est moins évident, moins avouable, par son aspect transmissible et transgénérationnel, c'est qu'il écrase également les hommes, les frères, les fils. »

Tout le but du film est de montrer comment l'héritage du père d'Ellias, par sa transmission à son fils après sa mort, va détruire la vie de ce dernier. C'est lors d'une scène dans la cave de la maison paternelle que le-a spectateur-ice découvre de manière concrète la violence et la cruauté à son état brut. Une brutalité qu'Ellias ne veut pas reproduire mais qu'il répliquera par un mauvais choix, commettant les mêmes crimes et violences de son père.

C'est dans cette inéluctabilité de la passation de violence du père au fils qu'Ellias sera complètement détruit. Ce qui amène, en fin de film, une scène d'enterrement, où le réalisateur nous montre comment cette violence patriarcale brise et fait s'écrouler le personnage principal, poussant ce dernier vers une fin dramatique.

En bref, avec *Le Successeur*, Xavier Legrand approfondit encore plus les thématiques de domination masculine et de violence du système patriarcal, le tout en utilisant, avec maîtrise, le médium cinématographique et en mélangeant différents genres. Une posture et une vision bien trop rares, qui méritent d'être mises en avant – au même niveau que des auteur-e-s comme Julia Ducournau ou Monia Chokri – faisant, au sein du cinéma français, bouger les lignes sur ces thématiques.

Luca Califano

solidarités

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

Abonnements

- ☐ Annuel
- fr. 80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses
- 40
- ☐ Soutien
- 150
- ☐ 3 mois à l'essai
- gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- solidarités
- Case Postale 2089
- 1211 Genève 2
- ou abos@solidarites.ch
- ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3	Féminisme	Un « casse-noix » pour Pages de gauche !
4	Féminisme	Le Centre féministe s'installe au Rondéau de Carouge !
5	Racisme	Les droits fondamentaux sont-ils niés aux personnes racisées?
6	National	L'armée suisse : toujours gourmande, toujours inutile ?
7	Genève	Congrès de solidarités Genève : les communs pour horizon
8	Vaud	La municipalité de Lausanne met 80 personnes à la rue !
9	Écologie	Stop au pillage !
10 – 11	International	Le business en treillis et en cravate au Rwanda
12	International	« Le FSM reste le seul espace de rencontre au niveau mondial »
13	En mouvement	Le « Prisonnier de Jérusalem » en Suisse
14	À lire	La question palestinienne et le marxisme
15	À voir	Le lourd héritage du patriarcat

